

Israël privilégie les sanctions contre le régime iranien sans exclure l'option militaire

LE MONDE | 09.12.08 | 15h12 • Mis à jour le 09.12.08 | 15h12
TEL-AVIV ENVOYÉ SPÉCIAL

Les Israéliens sont inquiets. Bien que Barack Obama ait réaffirmé, dimanche 7 décembre, que le programme nucléaire militaire de l'Iran est *"inacceptable"*, et que son administration emploiera *"une série de carottes et de bâtons"* dans sa politique envers Téhéran, le fait que le président élu américain soit partisan d'une *"diplomatie directe"* avec l'Iran fait craindre à l'Etat juif que les Etats-Unis privilégient à l'avenir la conciliation sur la fermeté.

Or la perspective d'une "bombe iranienne" est ressentie comme un danger existentiel pour Israël (seule puissance nucléaire de la région), au point de devenir une véritable obsession nationale. Vu de Tel-Aviv, siège du ministère de la défense, le compte à rebours de l'horloge nucléaire iranienne doit inciter la communauté internationale à agir vite. En privé, les militaires et experts du gouvernement israélien soulignent que les sanctions internationales ayant un effet croissant sur l'économie iranienne, il faut les accentuer. Faute de quoi, insiste un général de Tsahal, *"toutes les options sont et doivent rester sur la table"*.

Le propos fait référence aux frappes militaires, dont l'objet serait *"de stopper, ou de retarder de manière significative le programme nucléaire iranien"*. *"Dans un an et demi, ajoute-t-il, les Iraniens posséderont une arme nucléaire, s'ils décident de franchir ce pas."* Les experts israéliens reconnaissent qu'il existe sur ce point une incertitude, même si toutes leurs informations concluent à la volonté de Téhéran de se doter de l'arme atomique.

"Nous pensons que c'est avant 2010 qu'il faut annihiler le potentiel nucléaire iranien", résume l'un d'eux, qui explique que l'Iran possède actuellement 4 000 centrifugeuses en activité pour enrichir l'uranium. Ce parc nucléaire s'élèvera à 6 000 centrifugeuses en janvier-février 2009. A partir de là, la capacité d'enrichissement passera de 2,5-3 kg d'uranium faiblement enrichi par jour à 10 kg. Avec 5 tonnes d'uranium faiblement enrichi, l'Iran peut espérer fabriquer de 3 à 4 bombes, conclut-il.

Selon les spécialistes, les Iraniens pourraient être en mesure de tester une arme vers le milieu de l'année 2010. Un an plus tard, celle-ci pourrait être opérationnelle. Les experts israéliens vont jusqu'à envisager le calendrier d'un tel scénario catastrophe : le 1^{er} avril prochain, jour anniversaire de la proclamation de la révolution islamique, Téhéran pourrait annoncer la mise en service de la centrale nucléaire de Bouchehr, ce qui permettrait à l'Iran de décréter qu'il est officiellement devenu un *"Etat nucléaire"*. Un tel statut permettrait, selon eux, une fuite en avant nucléaire.

Les analystes israéliens estiment que la dégradation des relations russo-américaines apporte à Téhéran la garantie que Moscou honorera jusqu'au bout sa coopération à propos de Bouchehr. Dès lors, que faire ?

L'option militaire n'est pas privilégiée par les stratèges israéliens. Ils savent que sans une aide

logistique américaine (notamment en matière de ravitaillement en vol), ils disposent au mieux de la capacité de détruire quelques sites nucléaires iraniens, qui sont nombreux et éparpillés. Ils se doutent que l'Iran a développé un programme nucléaire clandestin, tout en reconnaissant *"ne pas en avoir la preuve"*.

Les F-15 et F-16 de Tsahal ont multiplié ces derniers mois les missions d'entraînement à longue distance, pour se préparer à l'option militaire. Israël aurait également obtenu des facilités portuaires en Afrique du Sud, ainsi qu'à Bombay, pour ses trois sous-marins (deux autres ont été commandés à l'Allemagne), qui ne transiteront plus à l'avenir par le canal de Suez, afin d'être moins repérables.

Certains experts occidentaux n'excluent pas qu'en se livrant à une frappe d'avertissement Israël pourrait vouloir provoquer des représailles iraniennes, lesquelles entraîneraient à coup sûr l'implication des Etats-Unis dans un conflit. Comme un tel scénario resterait dangereux pour la sécurité d'Israël, l'option de sanctions économiques plus drastiques à l'encontre de l'Iran est privilégiée.

A Tel-Aviv, plusieurs experts expliquent que celles qui sont en place ont porté un coup sévère à l'économie iranienne, notamment au système bancaire. Les revenus d'exportations sont constitués à 85 % par les produits pétroliers, alors que le prix du baril a chuté de plus de 50 % par rapport à son pic de 147 dollars de juillet 2008.

Le gouvernement est ainsi obligé de puiser davantage dans les réserves du Fonds de stabilisation du pétrole (OSF), lesquelles ne s'élèveraient plus qu'à 7 milliards de dollars. En conséquence, les conditions de vie se détériorent, sous la forme d'une forte inflation, d'un chômage croissant (20 %), de salaires versés avec retard, de coupures d'électricité et de files d'attente pour obtenir de l'essence.

Le 22 septembre, le gouvernement a essayé d'imposer, pour la première fois, un taux de TVA de 3 %, ce qui a entraîné des manifestations et la fermeture des bazars dans de nombreuses villes. Le 29 novembre, plusieurs responsables religieux ont adressé une lettre au Guide suprême de la république islamique, Ali Khamenei, pour critiquer la politique économique du président Ahmadinejad.

Les experts israéliens veulent y voir la preuve qu'un tour de vis supplémentaire en matière de sanctions pourrait avoir pour résultat de déstabiliser le régime. *"The last straw breaks the camel's back"* (*"la goutte d'eau fait déborder le vase"*) résume un expert.

Laurent Zecchini

Article paru dans l'édition du 10.12.08

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Tal
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sit
» Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme Télé » Le Post.fr

Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales |